



Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD

Tout d'abord, nous tenons à exprimer toute notre solidarité envers nos concitoyens et nos collègues ultramarins qui vivent en ce moment même une catastrophe climatique sans précédent.

Pour nous, le ciel est plus serein mais l'ambiance de cette rentrée est tout de même morose. Notre ministre invoque une école de la confiance et du bien être.

Nos collègues s'efforcent d'y parvenir pour leurs élèves et leurs familles car ils sont conscients des enjeux de l'école et qu'ils ont conscience de porter le Service Public d'Éducation.

Pourtant, que dire de nos conditions de travail et de nos perspectives salariales en ce début d'année scolaire ? Nos classes sont toujours aussi chargées et les projets de dédoublement de classes à venir ne peuvent que nous inquiéter si le recrutement n'est pas adapté à ces nouvelles contraintes. Pour ce qui est des salaires, comme tous nos collègues fonctionnaires, nous attendons les derniers arbitrages gouvernementaux pour connaître l'ampleur du coup de rabot qu'il vont connaître : augmentation de la CSG, nouvelle augmentation des cotisations retraites et retour du jour de carence qui vient frapper directement au portefeuille les collègues les plus en difficultés. Nous savons tous ici, que nos collègues vont souvent à la limite de leur résistance avant de s'arrêter pour maladie, on comprend que cette mesure soit réellement vécue comme vexatoire et injuste.

Pour nombre de collègues chargés de direction, la rentrée est marquée par la perte, pour le moins brutale, de l'aide administrative qu'ils ou elles recevaient de leurs EVS. Depuis la création de ce dispositif, le SNUipp-FSU réclame la création d'un vrai métier d'aide administrative dans les écoles avec formation et statut. Nous avons déjà connu la période des Emplois Jeunes et en avons déjà tiré les conclusions... Dans les écoles, ces dispositifs précaires viennent combler des besoins pérennes aussi bien pour l'aide aux élèves en inclusion que l'aide aux tâches administratives.

Ce n'est donc pas une rentrée en fanfare que nous avons vécue, malgré l'injonction tardive qui nous fut faite. Même du point de vue rythmique, pour nombre de nos collègues, d'enfants et de familles, l'année commence par des changements qui n'ont pas pu être anticipés avant la sortie des classes. Comme nous le dénonçons à la mise en place de la réforme, ce sont les budgets communaux qui dictent le rythme de vie des enfants. Le rejet de la semaine de 9 demi-journées par la famille étant déjà souvent lié aux difficultés des communes à adopter des organisations efficaces

malgré toute la bonne volonté déployée.

École de la confiance... ? pour le moment ce n'est qu'un slogan médiatique.

Qu'en est-il quand notre ministre tente de relancer dans les médias une querelle dont les professionnels que nous sommes savent qu'elle n'a jamais eu lieu d'être ?

Qu'en est-il lorsqu'on impose des évaluations de début d'année en CP quasi contradictoires avec les programmes de la maternelle et qui ne pourront que montrer un échec de celle-ci ?

Qu'en est-il des collègues qui apprennent un changement d'affectation à quelques jours seulement de la rentrée ? Ou de ceux à qui on ne donne pas toutes les informations concernant les choix qu'ils ont à faire ?

Nous souhaitons l'année dernière que l'on parle dans les écoles plus de pédagogie que de sécurité, Cette année encore le SNUipp-FSU 24 travaillera avec les collègues pour préserver et améliorer le fonctionnement des écoles et les conditions d'exercice du métier dans l'intérêt des élèves.

